

EDITO

Allo Jupiter ici la terre.

Après l'hyper présidence de Nicolas Sarkozy et la présidence dite normale de François Hollande, voici notre pays doté d'une présidence dite Jupitérienne annoncé par le principal concerné le président de la république Emmanuel Macron.

De son olympe élyséen, la gouvernance verticale fait tomber la foudre céleste à flux continu. Du premier ministre aux membres du gouvernement, jusqu'à sa majorité du palais Bourbon rappelée au devoir de loyauté pour ne pas dire de soumission, la ligne de conduite est sèchement encadrée, point de bavardages intempestifs, point de déclarations de son propre chef, car il est le chef. Stratège et rigoureux, rien ne doit laisser place à la contestation de son autorité. Cette posture nous la retrouvons dans la gestion des réformes proposées aux français.

Jupiter ne s'encombre pas de débats à L'Assemblée Nationale, il ordonne (ordonnance), le débat démocratique (spolié), serait un frein pour réformer le pays. Pourtant, comme le disait le Général de Gaulle « français vous avez la mémoire courte » les français vous renvoient le même compliment M Jupiter. Lorsque vous n'aviez pas encore atteint l'olympe, en tant que ministre de l'économie, votre aphorisme était qu'une bonne loi devait être le fruit d'un débat parlementaire, ouvert à la concertation et contestation par conséquent à l'amendement. Que l'usage de moyens coercitifs, semblait être une faute, un signe de faiblesse.

Qu'en est-il aujourd'hui de celui qui revendiquait de n'être l'obligé de celui qui l'avait nommé. Eh bien je crois avoir la réponse, n'en déplaise à notre spationaute Thomas Pesquet, Emmanuel Macron à fait un voyage interstellaire, au-delà de la lune, d'où il est revenu persuadé d'être le dieu de tous les dieux, que pour présider, la logique impériale serait la solution à tous les maux de notre nation, que la centralisation des décisions la pratique jacobine, est l'unique modèle véritablement efficace pour réformer le pays.

A force d'avoir la tête dans les étoiles, notre cher président en n'oublie d'en avoir les pieds sur terre. La France est un territoire, lui-même composé de multiples et différents terroirs avec leurs spécificités et leurs cultures régionales ancestrales, représentées par des exécutifs locaux, péréquation républicaine (représentativité girondine), capable de répondre aux besoins simples de la population qui y est installée.

L'astéroïde Macronien a aussi sa propre langue, qui n'est pas donné à tout un chacun de pouvoir traduire, M le Président la nation française n'est pas seulement élitiste, elle est formée de diverses classes sociales pas forcément familiarisée à l'art du langage soutenu, son peuple malgré les carences intellectuelles que vous lui avez accordé lors de vos déplacements en province inférieure, a su se soulever pour renverser la monarchie, il a construit sa nation pour en faire une référence dans le monde entier, ce n'est pas un peuple d'illettrés, ni de cyniques, encore moins de fainéants.

A contrario, la plèbe est volontaire, entreprenante, solidaire et sociable soucieuse de progrès. Républicaine et démocrate, apte à comprendre que sa patrie, doit s'adapter à son environnement, au monde qui évolue, mais votre présidence M Jupiter fait fi de toutes propositions ou solutions qui pourraient émaner de l'extérieur de votre orbite, vous présidez avec une fréquence radio qui n'est plus sur la même longueur d'onde que vos concitoyens, évidemment vous avez eu la légitimité des urnes lors des élections présidentielles, mais vous n'avez pas eu la totale approbation démocratique, une démocratie ne se gère pas du sommet d'une tour d'ivoire érigée pour surplomber la représentativité nationale.

Faire preuve de présidentialité ce n'est pas seulement le droit de diriger et veiller au respect de notre constitution, c'est aussi endosser le devoir de garantir le bon fonctionnement démocratique qui est force de proposition. Notre pays n'est pas uniformisé, il est hétérogène dans sa composition populaire, la présidentialité doit savoir intégrer dans sa gouvernance, les particularités des uns et des autres, un président ce n'est pas quelqu'un qui fait acte de puissance et d'activisme irréfléchi, c'est quelqu'un qui s'efforce de trouver le point d'équilibre et de stabilité qui apporte dans les territoires, la cohésion au peuple de la nation.

M le président, Jupiter est inhabitée, ah non il existe une résidence secondaire et vous en êtes le seul résident, la France elle, est peuplée de citoyens avec leurs préoccupations quotidiennes, dont vous êtes il est vrai, à des années-lumière de la comprendre.

Thierry Iengo

La France irritée, le ras-le-bol des usagers de la route.



À chaque semaine son lot de révélations et d'aberrations, qui en devient la physionomie de ce gouvernement. La grogne des usagers de la route en est une preuve supplémentaire. La France dite d'en bas ne cesse d'être prise pour cible par l'exécutif, en démontre une nouvelle fois les mesures assumées à l'encontre des automobilistes. De la majoration de la taxe sur les carburants avec sa paranoïa du diesel (**incidence économique développé lors du prochain numéro**), de l'augmentation des contrôles techniques, jusqu'au raz-darée annoncé des procès-verbaux dû à la privatisation des contrôles radars mobiles, en passant par les amendes de stationnement revalorisées, les usagers de la route, en particulier les automobilistes, en prennent plein le porte-monnaie, plutôt moins le porte-monnaie. Comme toutes punitions abouties dans ce domaine la vitesse n'est pas exempte. Pour couronner le tout, voici sous couvert de sécurité routière, que l'on annonce la baisse de la vitesse sur les routes secondaires de 90 à 80 km/h. Bien évidemment, sans consultation préalable des compétences qui peuvent porter audit et réflexion sur le sujet, les départements. D'ailleurs, le sénat s'est empressé le 8 février 18 de rappeler à l'ordre le gouvernement, en demandant la constitution d'un groupe de travail sur le sujet, de n'autoriser à titre expérimental que cet abaissement ne s'applique que sur certains tronçons, en attente des retours des évaluations constatées, avant son application sur l'ensemble du territoire. Les caisses de l'état doivent être abondées, le moyen le plus rentable est bien évidemment le principe répressif appliqué aux usagers de la route, qui somme toute sont en majorité des nantis, des inconscients, des fraudeurs, des Fangio, et autres qualificatifs, à imaginer par vos soins.

L'absurde ne tue pas, il ponctionne. Voici le nouveau slogan de l'état pour réduire les risques d'accidents routiers. Bientôt l'incitation à se procurer et utiliser des voitures sans permis, dont leur moteur bridé à une vitesse de 70 km/h, sera peut être envisagé.

À quand des mesures véritablement formatrices et pédagogiques, pour lutter contre les comportements accidentogènes qui font plus de dégâts (téléphone, stupéfiant, alcool, perte de vigilance).

À quand un plan d'investissement de sécurisation des routes comme le préconise, les motards.

À quand une politique de développement des carburants propres et pas seulement électrique. Eh bien, nous attendons.

Seulement, les vaches à lait ne peuvent produire plus que ce qu'elles ne peuvent donner, alors stop à tous ces prétextes utilisés pour appliquer des mesures présumées (d'ordre de sécurité routière), la véritable intention dans l'application de ces mesures est qu'une fois de plus l'automobiliste devient la variable budgétaire gouvernementale. Pénalisant une frange de la population plus fortement sur son pouvoir d'achat, celle des plus modestes. M. Coste / T. lengo

Députés UDI, Agir et Indépendants 204 personnes ont signé



Limitation à **80km/h**

Signez pour redonner le pouvoir à vos élus locaux

Adressée à Premier ministre Edouard Philippe et 1 autre

Limitation à 80km/h : redonnons le pouvoir à nos élus locaux !

Le gouvernement a annoncé le 9 janvier dernier la limitation de la vitesse sur les routes à double sens à 80 km/h. Cette mesure est selon nous injuste et...

Plus d'informations

change.org

Retrouver l'article complet et la pétition sur le site d'UDI
<http://parti-udi.fr/80km-h-signez-la-petition/>

AGENDA

A retenir dès à présent.

Le 12 mai 2018

Est organisée par l'institut Robert Schuman avec et sur la commune de Pérols soutenu par UDI 34 Une conférence débat sur le thème de l'Europe En présence de plusieurs représentants élus de différents courants politiques, experts du sujet.

Pour tout retour d'information, merci d'utiliser cette adresse mail : traitdunionudi@gmail.com

Les réunions débat de Montpellier en avant prennent leur rythme de croisière

MONTPELLIER : UN NOUVEAU STADE DE FOOTBALL ?



En présence des trois élus municipaux Les Républicains, des responsables des partis LR et UDI, de militants, mais aussi de citoyens et de supporters,

Montpellier en Avant

À la suite d'un exposé des enjeux liés à la problématique du stade au sein de la Métropole et la ville de Montpellier, un débat s'est déroulé sur la question. Deux points de vues ressortent de ce débat.

En premier lieu, une partie des participants, pour des raisons économiques, sont favorables à une rénovation du stade de la Mosson. En effet, un agrandissement afin d'atteindre les normes des compétitions internationales, mais aussi des travaux afin d'éviter les inondations et créer un cœur économique autour du stade, sont des solutions envisagées et moins chères qu'un nouveau stade.

En second lieu, l'idée d'un nouveau stade enrôle, cependant, des avis favorables à la seule condition que celui-ci soit financé exclusivement par des financements privés. Il est en effet nécessaire de mieux gérer l'argent public. De plus, dans le nouveau modèle économique, un club sportif se doit d'être une entreprise privée soutenue par les collectivités de son territoire. Néanmoins, il ne faut pas que ce stade ne soit utilisé qu'une vingtaine de fois par an. La possibilité d'organiser d'autres événements culturels a été soulevée, en ce sens le musée de Louis NICOLLIN aurait entièrement sa place et attirerait les fans du ballon rond de tous horizons.

Montpellier en Avant



Samedi 3 mars cérémonie en la mémoire de François Delmas organisée par Montpellier en avant.



Le premier Bureau national a validé la nouvelle composition de la direction nationale :

- ✓ **PRÉSIDENTE DU CONSEIL NATIONAL**
Valérie Létard, Vice-présidente du Sénat, Sénatrice du Nord
- ✓ **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**
Daniel Leca, Président délégué du groupe UDI-UC au conseil régional des Hauts-de-France
- ✓ **VICE-PRÉSIDENTS**
1er Vice-président • Yves Jégo, Vice-président de l'Assemblée nationale, Député de Seine-et-Marne
2e Vice-présidente • Brigitte Fouré, Maire d'Amiens
3e Vice-président, Président de la Commission nationale d'Investitures • Michel Zumkeller, Député du Territoire de Belfort
4e Vice-présidente • Sophie Joissains, Sénatrice des Bouches-du-Rhône
5e Vice-président • Claude Riboulet, Président du Conseil départemental de l'Allier
6e Vice-présidente • Françoise Gatel, Sénatrice d'Ille-et-Vilaine
- ✓ **PORTE-PAROLLES**
Sophie Auconie, Députée d'Indre-et-Loire
Maurice Leroy, Député du Loir-et-Cher

✔ **SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS**

Chargé des élections : Hervé Marseille, Président du groupe Union Centriste au Sénat, Sénateur des Hauts-de-Seine
Chargé du projet : Olivier Richefou, Président du Conseil départemental de la Mayenne
Chargé des élus locaux et de la détection des nouveaux talents : Olivier Henno, Sénateur du Nord
Elisabeth Doineau, Sénatrice de la Mayenne
Dominique Vérien, Sénatrice de l'Yonne
Béatrice Descamps, Députée du Nord
Anne Tachene, Conseillère de Paris, Conseillère à la Métropole du Grand Paris

✔ **PRÉSIDENT DE LA COMMISSION NATIONALE D'ARBITRAGE ET DE TRANSPARENCE**

Hubert de Jenlis, 1er Vice-président du Conseil départemental de la Somme

✔ **PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES RECOURS**

Hervé Prononce, Maire du Cendré

✔ **PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DE VALIDATION DES ADHÉSIONS**

Martine Ollié

Sète : conférence sur l'Economie

Conférencier Joseph Francis Président de la fédération UDI
34 Conseiller régional d'opposition de la région
Occitanie.

A Sète, les partis LR et UDI ont pris l'initiative d'organiser conjointement des conférences qui s'adressent au grand public.

Le jeudi 15 Février le thème était celui de **l'Economie** et le conférencier retenu Joseph Francis, Conseiller Régional Occitanie, Président de l'UDI 34 et Secrétaire National UDI aux ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire).

Les interventions d'accueil et d'introduction ont été faites par Rudy Llanos, Maire Adjoint à la mairie de Sète et représentant de l'UDI à Sète, et Sébastien Pacull, Maire adjoint à la mairie de Sète et représentant LR de la circonscription, devant une centaine de personnes réunies Salle le Palace.

Joseph Francis a dressé un bilan de l'économie française et du poids de l'Etat dans celle-ci en analysant l'évolution des principaux indicateurs économiques (PIB, balances commerciales, dettes nationales ...) en comparaison avec les autres nations au niveau européen et mondial. Différentes solutions et voies de redressement possibles ont été proposées.

Malgré un sujet qui peut souvent apparaître comme aride et difficile à appréhender, les participants ont particulièrement apprécié la clarté des propos et les efforts de pédagogie déployés par le conférencier. A la fin de la présentation une séance de questions / réponses a clôturé la soirée.

Bernard Vignon.

Congrès national de l'UDI à Paris

Une délégation importante de la Fédération UDI 34 s'est rendue à Paris le Samedi 17 Mars pour participer au Congrès national, dont le slogan était : « **L'UDI est désormais un parti unifié, apaisé et libéré** »

2 thèmes ont constitué l'essentiel de la journée « La gestion des territoires » et l'Europe.

Table ronde sur les territoires : de nombreux élus UDI ont fait part de leurs expériences et de leurs témoignages en relevant les problèmes rencontrés au niveau des régions, départements et communes. Ils ont ensuite répondu aux questions de la salle

Table ronde sur l'Europe : plusieurs intervenants ont donné leur vision de l'Europe en insistant sur la nécessité de construire **un Projet Européen** sur les bases suivantes :

- L'UDI fait partie d'une alliance européenne regroupant 58 partis « Démocrates - Libéraux » de différents pays.
- Un Conseil National aura lieu le 23 Juin prochain pour valider ce projet. Il est fait appel aux bonnes volontés pour participer à l'élaboration de ce projet.
- L'UDI est le seul parti en France à préconiser une Europe fédérale, qui garantira la souveraineté de chacune des nations.
- Utilisation par les territoires des fonds européens : des compétences existent au sein de l'UDI pour « monter » des dossiers. Il faudra apporter à l'ensemble de nos élus et de nos candidats une assistance technique pour les aider à accéder à ces possibilités de financement.

Autres informations :

- Présentation du nouveau logo, accompagné du nouveau slogan : **Le centre et la droite de progrès**
- Annonces par J.C.Lagarde de la bonne situation financière de notre parti et de la tenue d'une Université d'été à l'automne prochain.

En cours d'après-midi nous avons eu l'agréable surprise d'accueillir Jean-Louis Borloo, Président Fondateur de l'UDI.

Bernard Vignon.